

Commune de Sonchamp

Arrondissement et Canton de Rambouillet
Département des Yvelines

CONSEIL MUNICIPAL - Séance du 2 février 2018 - EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Nombre de conseillers en exercice : 18 Présents : 13 Représentés : 4 Votants : 17
Date de la convocation : 25 janvier 2018 Date de la séance : 2 février 2018
Etaient présents : GUÉNIN Monique, Maire, LOPEZ Antoine, MASSÉ Christian, BENEZECH Catherine, POIGNONEC Louis, adjoints au maire, RÉMY Marie, Claude LE SCIELLOUR, LESBATS Danièle, CHARPIGNON Françoise, DENUIT Chantal, VEIGA José, MAY-OTT Ysabelle, LALANDE Marie-France, conseillers municipaux
Etaient absents représentés : JOYEUX Anne pouvoir à Françoise CHARPIGNON, ROBIN Bernard pouvoir à Monique GUÉNIN, RAYNAUD Thierry pouvoir à Antoine LOPEZ, POULON Frank pouvoir à Claude LE SCIELLOUR,
Etaient absents non représentés : Michaël KAKOU
Secrétaire de séance : Louis POIGNONEC Président de séance : Monique GUÉNIN
Date de transmission en sous-préfecture : février 2018 Date d'affichage : février 2018

2018-02/03

Institution du Droit de Préemption Urbain sur le territoire communal

Entendu l'exposé de Madame le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L210-1, L211-1 et suivants, L213-1 et suivants, L300-1, R211-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du conseil municipal en date du 2 février 2018,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 16 mai 2014 complétée par délibération du conseil municipal en date du 03 juin 2016, donnant délégation au maire pour exercer au nom de la commune le droit de préemption urbain,

Considérant l'intérêt pour la commune d'instaurer un droit de préemption renforcé, sur les zones U du territoire communal lui permettant de mener à bien sa politique foncière,

Le Conseil Municipal, Après en avoir délibéré, A l'Unanimité

DECIDE d'instituer un droit de préemption urbain renforcé sur les secteurs du territoire communal inscrits en zones U au Plan Local d'Urbanisme approuvé le 2 février 2018.

RAPELLE que Madame le Maire possède délégation du conseil municipal pour exercer au nom de la commune le droit de préemption urbain.

DIT que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, qu'une mention sera insérée dans deux journaux dans le département conformément à l'article R 211-2 du code de l'urbanisme, et qu'une copie sera adressée à l'ensemble des organismes et services mentionnés à l'article R211-3 du code de l'urbanisme.

DIT qu'un registre dans lequel seront inscrites toutes les acquisitions réalisées par exercice du droit de préemption et des précisions sur l'utilisation effective des biens acquis, sera ouvert et consultable en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, conformément à l'article L 213-13 du code de l'urbanisme.

CHARGE Madame le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Fait en séance, le 2 février 2018

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Maire,
Monique GUÉNIN.



Certifié exécutoire compte tenu,
De la transmission en Sous Préfecture
Le 15 FEV. 2018 et de la publication
Lc 15 FEV. 2018 à Sonchamp

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.